

# LES REPRÉSENTATIONS CULTURELLES DES « ANNÉES DE PLOMB » EN ITALIE.

## LA VIOLENCE COMME PRATIQUE POLITIQUE DEPUIS 1970 JUSQU'À AUJOURD'HUI

### À PROPOS DE

**Demetrio Paolin,**

*Una tragedia negata.*

*Il racconto degli anni*

*di piombo nella narrativa*

*italiana*, Milan, Vibrisse,

2006, 190 p., 15 € ; **Massimo**

**Carlotto,** *Arrivederci amore,*

*ciao*, Rome, Edizioni e/o,

2001, 192 p., 9,50 € (trad.

L. Lombard, Paris, Métailié,

2003, 182 p., 10,50 €).

\* **Daniele Comberiat**

est chargé de recherches

à l'Université Libre de

Bruxelles. Il a publié les essais

*Scrivere nella lingua dell'altro.*

*La letteratura degli immigrati*

*in Italia (1989-2007)* (Peter

Lang, 2010 – trad. fr. *Écrire*

*« hors du centre »*, Éditions

Universitaires Européennes,

2012) et *Fra prosa e poesia.*

*Modernità di Sandro Penna*

(Edilet, 2010). Il travaille

sur la littérature italienne

contemporaine.

---

À partir de 2003

les romans ou les récits

autobiographiques

sur les « années

de plomb » ont

commencé à envahir

les librairies italiennes.

---

Comment dire les années de plomb ? Comment parler de la façon dont violences terroristes, d'extrême droite et d'extrême gauche, et violence d'État se sont entretenues les unes les autres, dans un affrontement qui brouillait les frontières de la légitimité ? Selon Daniel Comberiat, c'est notamment parce que les écrits de fiction et les documentaires italiens sur cette période ont trop souvent sombré dans le pathos et renoncé à toute explication que la violence d'État a pu se perpétuer, transformée, jusqu'à aujourd'hui. Par **DANIELE COMBERIATI\***

L' historiographie de l'Italie des années 1970 prend généralement pour axe principal de réflexion la violence politique, tant celle de l'État que celle des organisations terroristes. Dans la période 1969-1984, les actes de violence perpétrés par les organisations terroristes d'extrême droite et d'extrême gauche ont bouleversé la vie politique italienne ; l'État italien, de son côté, a répondu très durement à ces attaques par des lois spéciales, l'établissement de liens entre les services secrets et l'extrême droite, et jusqu'à l'implication dans des massacres. L'instrumentalisation de la violence par l'État a généré chez les militants de l'époque – mais aussi chez une partie des citoyens ordinaires – des doutes sur les pratiques démocratiques de l'État italien. À partir de la représentation de cette violence dans des romans et des films contemporains, je souhaite montrer comment les faiblesses de la démocratie italienne ont influencé la perception de cette période historique.

### Les sous-genres des ouvrages sur le terrorisme

Giorgio Pellegrini, le personnage principal du roman *Arrivederci amore, ciao* de Massimo Carlotto, décide de mettre fin à un passé de terroriste de gauche auquel il « n'avait jamais vraiment cru », en tuant son camarade en Amérique du Sud et en revenant en Europe. Première étape : Paris, la capitale des réfugiés politiques, le lieu où trouver des liens pour réintégrer le monde « normal ». Deuxième étape : le Nord-Est italien, le royaume de ceux qui veulent s'enrichir facilement, mais sans enfreindre la loi. Pellegrini continue à utiliser la violence qu'il mettait en œuvre quand il était terroriste ; mais, cette fois, la finalité est d'intégrer au plus vite le monde capitaliste qu'il voulait auparavant renverser. Chez Carlotto, la représentation de la violence suit un parcours étrangement linéaire : elle n'est pas seulement une pratique utilisée à

titre exceptionnel à une période historique donnée par une minorité de la population, mais reste aujourd'hui encore la clé de l'accès au monde capitaliste.

Le cas d'*Arrivederci amore, ciao* est peut-être limite : d'une part, le roman a été publié en 2001, c'est-à-dire entre les homicides de Massimo D'Antona et Marco Biagi (1999 et 2002), qui marquent le retour des « Nouvelles Brigades Rouges » auto-proclamées ; d'autre part, les attentats contre les Twin Towers en 2001 ont fait monter l'obsession du terrorisme islamique international, qui rendait la réflexion sur le terrorisme national très actuelle. C'est pour ces raisons, entre autres, qu'à partir de 2003 les romans ou les récits autobiographiques sur les « années de plomb » ont commencé à envahir les librairies italiennes.

En 2006, Demetrio Paolin a essayé d'expliquer ce phénomène dans son ouvrage *Una tragedia negata. Il racconto degli anni di piombo nella narrativa italiana (Une tragédie niée. Le récit des années de plomb dans la fiction italienne)*. Son essai, qui porte sur un vaste corpus de textes, révèle comment la plupart des œuvres sur le sujet réduisent le terrorisme à une « exception », sans jamais réussir à saisir la portée politique de la pratique de la violence. En outre, ces narrations privilégient toujours une approche des protagonistes sous l'angle familial. Cette perspective intimiste peut être rapportée aux sous-genres littéraires du corpus étudié : on y trouve des livres d'anciens terroristes<sup>1</sup>, des romans de militants ou de sympathisants de gauche<sup>2</sup>, des récits de fils de victimes<sup>3</sup> ou de fils de militants<sup>4</sup>, des ouvrages écrits par des journalistes à la croisée de la fiction et de la non-fiction<sup>5</sup>. Il y a aussi des romans qui utilisent le recours aux genres littéraires populaires (le polar surtout) pour aborder la période historique (c'est le cas, entre autres, de Lorian Macchiavelli). Dans ces romans, la violence est conçue chaque fois



comme une «faute» due à une situation politique sans commune mesure avec la situation actuelle, ou bien à une erreur. Il y manque l'essentiel: l'explication de la violence comme acte politique et la légitimation, au sein de l'État, d'un combat utilisant les mêmes moyens que ceux des terroristes. Assurément, le fait que la plupart de ces narrations soient en quelque sorte «privées» freine la discussion publique sur la mémoire: la «participation» et le vécu confèrent aux protagonistes une légitimité sur le sujet qui rend difficile l'ouverture du débat à d'autres points de vue.

Le cinéma, en revanche, a développé une approche tout à fait différente quant à la représentation du terrorisme<sup>6</sup>; grâce aux films de «genre» issus de l'industrie culturelle italienne de l'époque (les «*poliziotteschi*», sortes de *gangster movies* à l'italienne), de nombreux réalisateurs ont réussi à dévoiler les relations entre État et extrême droite et entre terroristes et services secrets. Des films comme *La polizia accusa: il servizio segreto uccide* de Sergio Martino (1974) ou *Io ho paura* (1977; titre français: *Un juge en danger*) d'Oscar Damiani, reflètent, bien mieux que les romans, les sentiments les plus communs à l'époque: la sensation qu'une partie de l'État avait abandonné les citoyens et que, pour maintenir son propre pouvoir, cette «zone grise», formée par les services secrets corrompus, des politiciens réactionnaires

et des terroristes d'extrême droite, aurait pu aller jusqu'à dissoudre la démocratie. Mais avec la libéralisation des télévisions privées, l'industrie cinématographique italienne a subi un choc. S'est alors ouvert le temps des «auteurs» qui traitent du terrorisme d'un point de vue plus personnel, rejoignant ainsi les romans que nous avons cités. Des films tels que *Segreti segreti* (1984) de Giuseppe Bertolucci ou *Colpire al cuore* de Gianni Amelio (1983) analysent le choix de la violence effectué par les terroristes, mais n'ont pas le courage d'élargir le champ et de montrer les relations troubles au sein de l'État.

**« Si on avait gagné, on aurait été des héros. »**

À côté des films de fiction, un bon nombre de documentaires ou de programmes de télévision ont été consacrés au terrorisme. Parmi eux, un documentaire se démarque: *Do you Remember Revolution?* (1997) de Loredana Bianconi. Il est construit autour d'entretiens avec quatre femmes (Adriana Faranda, Barbara Balzerani, Nadia Mantovani et Susanna Ronconi) et essaye de donner un point de vue féminin sur la lutte armée (comme le fera Marco Bellocchio, quelques années plus tard, avec le film de fiction *Buongiorno notte*). Dans ce documentaire, la caméra est immobile, fixée sur le visage et sur le corps des quatre femmes assises.

Au début, on retrouve le schéma classique de ce genre de documentaires : la description d'un passé « pré-politique », le début de la conscience politique, l'entrée dans la lutte armée, la description des actions militaires les plus éclatantes, les doutes et les critiques, la prison et la prise de distance. Pendant toute la durée du film, on n'entend aucune question, les quatre femmes parlent librement. Dans un passage remarquable, le visage de Barbara Balzerani devient plus dur : elle est en train d'expliquer le choix de la violence. Elle fixe la caméra : « *Si on avait gagné, on aurait été des héros.* » La situation apparaît alors comme un choc entre deux blocs – Brigades rouges d'un côté, État de l'autre – qui utilisent les mêmes moyens, mais dont un seul pouvait sortir vainqueur. Il n'est pas ici question de contester la légitimité du choix de la violence, puisque, du côté adverse, ce même choix a permis la victoire.

Pour comprendre cette méfiance de Barbara Balzerani par rapport à l'État (méfiance partagée à l'époque par une partie de l'opinion publique), il faut analyser la dynamique politique appelée « *strategia della tensione* ». Les nombreux massacres qui ont marqué l'histoire italienne de 1969 à 1984, de l'attentat de la Piazza Fontana à l'attentat du train 194, et dont les coupables ont très rarement été identifiés, apparaissent comme partie intégrante d'une même stratégie politique : éviter, par tous les moyens, que le Parti communiste ne

parvienne au gouvernement. Dans cette logique, les massacres permettaient de déstabiliser l'opinion publique, de faire monter la terreur, et ainsi de préparer la voie à des lois répressives qui, au regard de la situation d'urgence, ne pouvaient pas être contrecarrées par le Parti communiste. Il est évident que, dans ce contexte, l'influence du puissant allié américain était fondamentale, tout comme les relations entre les services secrets et une partie des terroristes<sup>7</sup>.

À la fin des années 1980, l'émission *La notte della Repubblica* du journaliste Sergio Zavoli, diffusée sur une chaîne de télévision publique, essayait de comprendre les situations les plus ambiguës de la décennie précédente. Il faut s'arrêter sur son titre : il y est fait référence à la « nuit », donc à quelque chose de sombre, mais aussi à la *Repubblica* – et non à l'État.

On peut essayer d'analyser le choix de la rédaction : le mot « État » évoque un appareil compromis, lié aux forces obscures de l'extrême droite et de la criminalité organisée, coupable d'actes criminels, tandis que « *Repubblica* » évoque la Résistance, la démocratie et la lutte contre le fascisme. Cette émission prend place à la fin de la Première république, quelques années avant le terrible scandale provoqué par l'opération « *mani pulite* » (mains propres), qui devait révéler une corruption d'une ampleur considérable dans le monde politique et économique italien. C'est une période

## SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

**Christian Uva** (dir.), *Schermi di piombo. Il terrorismo nel cinema italiano*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007 : un livre fondamental pour comprendre les représentations cinématographiques du terrorisme, puisqu'il propose la première analyse complète de tous les films dédiés au terrorisme. On retrouve ici les long-métrages « d'auteurs » de Bertolucci, Bellocchio ou Pontecorvo, mais aussi les films de série B italiens (les « *poliziotteschi* »), qui rendent avec efficacité le climat de l'époque.

**Demetrio Paolin**, *Una tragedia negata. Il racconto degli anni di piombo nella narrativa italiana*, Milan, Vibrisse, 2008 : intéressant et très utile pour entamer une réflexion sur les représentations littéraires du terrorisme. Les passages sur le rapport « père-fils », qui serait fondamental dans ces romans, et sur l'absence des victimes, en réalité assez présentes, ne sont en revanche pas très convaincants.

**Giovanni De Luna**, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011 : le « pacte » de la mémoire publique italienne analysé à travers l'appareil symbolique des journées de la mémoire des victimes (du terrorisme, de la Mafia, etc.). Une surexposition de la douleur qui ne permet pas de comprendre le déroulement de l'histoire.

**Guido Panvini**, *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Turin, Einaudi, 2009 : une analyse de la violence politique comme choix effectué pour radicaliser la bataille, tant contre l'ennemi que contre l'État. À partir de documents inédits, Panvini a reconstruit les dynamiques du choc entre extrême droite et extrême gauche, démontrant que la violence fut un atout politique substantiel.

**Alessandro Bertante**, *Contro il '68. La generazione infinita*, Milan,

Agenzia X, 2007 : Bertante dévoile les ambiguïtés de la politique de gauche de 1968, en démontrant le conformisme, la compatibilité avec le néo-capitalisme des années 1980 et l'invraisemblance des propos révolutionnaires. Un livre polémique et provocateur, parfois un peu naïf dans l'analyse politique, mais utile pour comprendre une certaine haine, parmi les militants actuels, des mouvements de 1968.

**Giovanni Bianconi**, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storia delle Brigate rosse*, Turin, Einaudi, 2003 : efficace reconstruction de l'histoire des Brigades rouges à travers cinq protagonistes, de la fondation jusqu'à la dissolution. Un des ouvrages les plus directs, même si l'auteur donne parfois l'impression d'éviter les approfondissements.

de transition durant laquelle une nouvelle classe dirigeante s'apprête à gouverner l'Italie. Il était peut-être temps de tourner la page : que faire des terroristes qui venaient de sortir de prison ou des proches des victimes du terrorisme ? La Deuxième République italienne crée alors une sorte de « machine de la mémoire », que tous, victimes et coupables, peuvent utiliser, puisque le but est de s'adresser « aux tripes » du public : susciter en lui l'émotion et l'angoisse puis le soulager, selon la logique de la télévision, qui est désormais devenue l'outil principal de cette machine.

### **Violence, victimes, mémoire**

La Deuxième République, comme l'a montré l'historien Giovanni De Luna, a été obligée d'œuvrer dans le sens de la « reconstruction » d'une mémoire publique. Dans les années 1990, le « pacte » sur lequel a été fondé l'appareil symbolique de l'État s'appuie sur la mémoire des victimes et la surexposition de leur douleur. Il y a une journée de la mémoire pour chacun : pour les victimes de la Shoah, pour les victimes de la Mafia, pour les victimes du terrorisme, etc. Il ne fait pas de doute que les parents des victimes du terrorisme doivent avoir un espace pour se raconter, mais il faudrait éviter l'utilisation que la mémoire publique fait des victimes et de la douleur. Le pacte sur lequel se fonde la mémoire publique naît de la douleur que ces victimes suscitent. Et il y a comme une sorte de tension les concernant : si elles sont là pour susciter la douleur, alors elles doivent impérativement

dépasser les autres, faire apparaître leur expérience comme la « seule », comme la violence « fondatrice ». Il en résulte une absence d'analyse rationnelle de la violence politique et une dérive « sentimentale » des faits historiques.

On peut considérer l'action de l'État face au terrorisme (surtout face aux Brigades rouges) comme un miroir de l'extrémisme politique. De l'attentat à la bombe de Piazza Fontana en 1969 jusqu'aux lois sur les repentis et les dissociés<sup>8</sup>, le but a été de préserver le *statu quo*, coûte que coûte. C'est précisément ce qu'a permis l'utilisation de la violence à des fins politiques. Mais une réflexion publique rationnelle aurait dû permettre d'éviter qu'une institution démocratique ait recours à des moyens violents. Or cette réflexion n'a pas eu lieu dans la politique et la société italiennes. L'absence d'analyse profonde, en termes politiques, de cette période dans les romans ou dans les films (excepté, comme on l'a vu, de rares exceptions) reflète ce vide public. Si le mécanisme de la violence ne peut pas être un réel objet de réflexion et de mémoire, c'est parce qu'il reste constitutif d'une partie de la société actuelle.

La Deuxième République naît en 1992 après un scandale financier, mais aussi après des massacres perpétrés par la Mafia (les attentats contre les juges Falcone et Borsellino) qui marquent le « passage » entre deux époques : la violence reste, mais elle est orientée différemment. Il faut désormais se poser la question de savoir où commence vraiment la violence. Est-elle seulement un élément factuel,

---

*Si le mécanisme de la violence ne peut pas être un réel objet de réflexion et de mémoire, c'est parce qu'il reste constitutif d'une partie de la société actuelle.*

---

## **REPENTIS ET DISSOCIÉS**

La loi n° 304 du 29 mai 1982, approuvée après un âpre débat au Parlement, met symboliquement fin au terrorisme en Italie, même si d'autres actions militaires auront ensuite lieu. Étant donné qu'un grand nombre d'activistes armés appartenant à des formations de gauche (Brigades rouges, Prima Linea) manifestaient des crises personnelles ou des signes d'incertitude et de faiblesse, l'État eut l'idée, avec cette loi, de les faire collaborer, activement ou non, à la destruction complète de leurs organisations politiques.

Cette loi prévoit trois typologies de dissociation : un terroriste qui n'a pas été impliqué dans des actions criminelles comme des homicides ou des blessures, qui se « dissocie » et sort de l'organisation, doit donner à l'État des informations sur la structure de l'organisation (mais pas forcément

les noms de ses membres) qui sont ensuite évaluées. Si ces informations sont considérées comme utiles, on parle de « dissociation qualifiée » et le prisonnier ne peut pas être maintenu en détention pour avoir été membre d'une organisation terroriste et s'être rendu coupable de crimes « inévitables » (tels la détention d'armes ou de faux papiers). Les terroristes qui avaient participé à des actes criminels pouvaient donner des informations sur les lieux où ils cachaient des armes ou sur d'éventuels projets d'actes criminels, pour les prévenir. Si ces informations se révélaient décisives pour la capture d'autres terroristes, alors ils pouvaient bénéficier d'une importante réduction de peine (un tiers ou la moitié) ou d'un régime de semi-liberté.

Des données non officielles estiment à 360 le nombre de terroristes qui ont

collaboré activement avec la justice (dont le premier a été Patrizio Peci, que les Brigades rouges punirent en tuant son frère) et à 378 ceux qui se sont dissociés de la lutte armée. Il faut dire que la loi ne parle jamais explicitement de « se repentir », mais de collaborer avec la justice, puisqu'elle considère la question du « repentir » comme ne relevant pas de la loi juridique mais de la loi morale. Sur ce point, la loi spécifiait que les raisons de la collaboration n'étaient pas très importantes : le but était de défendre l'État contre le terrorisme et si les terroristes collaboraient, qu'ils soient ou non sincères dans leur repentir, les démarches étaient facilitées. Le nom même de la loi « *Misure per la difesa dell'ordinamento costituzionale* » (« Mesures pour la défense de l'ordre constitutionnel ») le disait clairement.

ou bien est-elle une modalité de construction de la réalité qui crée un contexte dans lequel la violence « réelle » a ensuite lieu, ou peut avoir lieu ?

Au commencement de notre propos, nous avons parlé d'une « faiblesse » de la démocratie italienne de l'époque. Mais en quoi consiste cette faiblesse ? Une des forces et un des gages de stabilité des démocraties représentatives est l'alternance au sein du gouvernement. L'alternance devrait aussi être un moyen de contrôler la corruption, les tensions sociales et les liens avec la criminalité organisée. Or, de l'après-guerre (1948) jusqu'en 1992, en Italie, le principal parti, la Démocratie Chrétienne, a toujours été au gouvernement, à l'aide d'alliances chaque fois différentes lui permettant d'obtenir toujours la majorité des voix, tandis que le deuxième parti, le Parti communiste, a toujours été dans l'opposition. Cette « anomalie », symptôme de faiblesse démocratique, a été en outre accentuée par la responsabilité, directe ou indirecte, de l'État dans les massacres des années de plomb et par son incapacité (ou plutôt son absence

de volonté) de mener des enquêtes sur ces actes – le cas de l'anarchiste Giuseppe Pinelli, injustement accusé du massacre de Piazza Fontana et ensuite tué au poste de police, en est l'exemple le plus célèbre. La violence a donc été utilisée sous différentes formes et a contribué, d'une part, à affaiblir la démocratie et, de l'autre, à tenir à l'écart les citoyens, de plus en plus méfiants vis-à-vis de leur État. C'est pour cela que le choc contre les Brigades rouges a été si dur : il fallait que l'État démontre sa force et justifie sa violence. Pour certains historiens<sup>9</sup>, les Brigades rouges ont été utilisées par l'État, et la violence de cette organisation a permis de justifier l'usage de la force pour maintenir le gouvernement existant.

Légitimer la violence « institutionnelle », même à propos d'une période révolue, induit un changement d'attitude de l'État et des citoyens. Les polémiques récentes sur l'utilisation d'une police « privée » gérée directement par les régions évoquent une violence nouvelle, préventive : être armés, ou être défendus par des gens armés, pour éviter que

## CHRONOLOGIE

**1969, 12 décembre** : attentat à la bombe de la Piazza Fontana à Milan (17 morts et 88 blessés). Cet attentat, d'abord imputé à l'extrême gauche, jamais entièrement élucidé (a-t-il été organisé par des néofascistes et certains éléments de l'État italien en liaison avec la CIA dans le cadre d'une « stratégie de la tension » ?), marque le début des « années de plomb ».

**1970, 22 juillet** : attentat à la gare de Gioia Tauro en Calabre (6 morts et 66 blessés).

**1970, 17 septembre** : les Brigades rouges se manifestent pour la première fois par l'incendie de la voiture d'un cadre de Siemens.

**1971, 25 janvier** : les Brigades rouges font exploser des bidons d'essence sur les pistes d'essais des usines Pirelli.

**1972, 3 mars** : premier enlèvement des Brigades rouges (Idalgo Macchiarini, dirigeant de la Sit-Siemens, ensuite libéré).

**1973, 17 mai** : attentat contre un commissariat de Milan (4 morts et 46 blessés).

**1974, 18 avril** : première action contre un membre de l'État organisée par les Brigades rouges (enlèvement du procureur de la République Mario Sossi, ensuite libéré).

**1974, 28 mai** : attentat à la bombe de la Piazza della Loggia à Brescia, qui vise une manifestation syndicale, revendiqué par le groupe néofasciste Ordine Nero (8 morts et 102 blessés).

**1974, 4 août** : attentat du train Italicus revendiqué par Ordine Nero (12 morts et 105 blessés).

**1975, 22 mai** : vote de la loi Reale qui autorise la police à perquisitionner et arrêter une personne sans mandat du juge d'instruction.

**1975, 17 juin** : premier homicide des Brigades rouges. Graziano Giralucci et Giuseppe Mazzola, membres du parti d'extrême droite MSI, sont tués à Padoue au cours d'une action qui devait être seulement « démonstrative ».

**1977, 1-2-3 juin** : début de la campagne contre les journalistes « contre-révolutionnaires ». En trois jours, les Brigades rouges blessent les journalistes Valerio Bruno, Indro Montanelli et Emilio Rossi.

**1978, 16 mars** : enlèvement d'Aldo Moro par les Brigades rouges et meurtre de son escorte (5 personnes).

**1978, 9 mai** : découverte du corps d'Aldo Moro dans le coffre d'une voiture à mi-distance du siège du Parti communiste et de celui de la Démocratie chrétienne.

**1979, 24 janvier** : assassinat par les Brigades rouges du syndicaliste Guido Rossa accusé d'avoir dénoncé un ouvrier qui distribuait des tracts des Brigades rouges.

**1979, 15 décembre** : décret-loi Cossiga qui allonge la détention préventive pour les personnes soupçonnées d'actes terroristes.

**1980, 21 février** : arrestation du brigadiste Patrizio Peci qui collaborera avec la police et contribuera à la dissolution de l'organisation (au cours de l'été 1981, pour le punir, les Brigades rouges tueront son frère Roberto).

**1980, 2 août** : attentat à la bombe à la gare de Bologne, perpétré par des néofascistes, sans doute avec le soutien de membres des services secrets italiens (85 morts et plus de 200 blessés). Cet attentat marque la fin des « années de plomb ».

**1981, 17 décembre** : enlèvement par les Brigades rouges du commandant de l'Otan James Lee Dozier, ensuite libéré par les forces spéciales de la police.

**1984, 23 décembre** : attentat contre le train Naples-Milan, perpétré par des membres de la mafia (17 morts et plus que 260 blessés).



«les autres» nous agressent. Agresser pour ne pas être agressés.

Le roman de Carlotto se conclut sur un meurtre: Giorgio Pellegrini tue sa femme qui commençait à comprendre ses réelles occupations et ses liens avec les criminels et les policiers corrompus. À l'enterrement, il pleure avec tout le monde et, excepté la famille de son ancienne épouse, tous sont aveuglés par son deuil et ne comprennent pas ce qui s'est vraiment passé. Personne aujourd'hui ne veut penser que la violence politique fait encore partie du présent. Carlotto a été un des rares écrivains qui a eu le courage de montrer comment cette violence peut devenir un élément fondateur de l'actuelle société capitaliste. Son statut de «double» victime – victime de l'État, parce qu'il a été injustement accusé de meurtre et a dû passer plus de vingt ans hors d'Italie, et victime du terrorisme, parce qu'il a été accusé d'un homicide politique que le véritable auteur n'a jamais confessé – l'a amené à tisser cette narration où il n'y a pas vraiment d'innocents parce que tous, directement ou indirectement, se révèlent coupables.

#### NOTES

- 1. Anna Laura Braghetti et Paola Tavelli, *Il prigioniero*, Milan, Feltrinelli, 2003; Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli. Storia di un militante delle Brigate Rosse*, Milan, Bompiani, 2006; Valerio Morucci, *La peggio gioventù. Una vita nella lotta armata*, Milan, Mondadori, 2004; Patrizio Peci, *Io, l'infame*, Milan, Mondadori, 2003. Voir à ce propos Giuliano Tabacco, *Libri di piombo. Memorialistica e narrativa della lotta armata in Italia*, Milan, Bietti, 2010.
- 2. Nanni Balestrini, *La grande rivolta*, Milan, Bompiani, 1999; Marco Baliani, *Corpo di stato. Il delitto Moro*, Milan, Bompiani, 2003.
- 3. Benedetta Tobagi, *Come mi batte forte il tuo cuore. Storia di mio padre*, Turin, Einaudi, 2009; Andrea Casalegno, *L'attentato*, Milan, Chiarelettere, 2008.
- 4. Anna Negri, *Con un piede impigliato nella storia*, Turin, Einaudi, 2009.
- 5. Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storie delle Brigate Rosse*, Turin, Einaudi, 2003.
- 6. Christian Uva (dir.), *Schermi di piombo. Il terrorismo nel cinema italiano*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007.
- 7. Anna Cento Bull, *Italian Neo-Fascism: The Strategy of Tension and the Politics of Non-Reconciliation*, Oxford, Berghahn Books, 2007.
- 8. Voir l'encadré «Repentis et dissociés».
- 9. Giorgio Galli, *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata in Italia dal 1970 a oggi*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 2004.